



Au sommaire

[HNRP 2025 : 5,5 millions de personnes ciblées](#) P.1

[La situation nutritionnelle s'est détériorée](#) P.3

[Leçons apprises sur la réponse aux inondations](#) P.5

FAITS SAILLANTS

- Le Plan de réponse humanitaire (HNRP 2025) ciblant 5,5 millions de personnes parmi les plus vulnérables, a été lancé conjointement le 28 février 2025 par la ministre de l'Action sociale, de la solidarité et des Affaires humanitaires et le Coordonnateur humanitaire.
- Les résultats de l'enquête nutritionnelle SMART de novembre 2024 publiés en décembre 2024 montrent que la situation nutritionnelle s'est détériorée par rapport à 2022.
- Les experts du gouvernement et de la communauté humanitaires se sont réunis du 6 au 7 février 2025 pour faire le bilan de la réponse multisectorielle aux inondations.

Mobiliser des ressources pour répondre aux besoins de 5,5 millions de personnes les plus vulnérables

Environ sept millions de personnes présentent des besoins humanitaires au Tchad ! C'est le chiffre issu de l'analyse conjointe effectuée par les experts techniques du gouvernement et les partenaires pour identifier le nombre de personnes qui nécessitent une aide humanitaire au Tchad en 2025.

L'Aperçu des besoins et Plan de Réponse Humanitaire (HNRP) 2025 a été conjointement lancé le 28 février par la ministre de l'Action sociale, de la solidarité et des affaires humanitaires et le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et Coordonnateur Humanitaire. Cet événement tenu à l'hôtel La Résidence (N'Djamena), a réuni les responsables des services techniques étatiques, les partenaires humanitaires, de développement et les partenaires techniques et financiers du Tchad.

A travers le HNRP 2025, la communauté humanitaire cherche à atteindre trois objectifs stratégiques, à savoir **1) réduire la mortalité et la morbidité** chez 5 millions de personnes touchées par une crise, **2) améliorer l'accès sûr, digne et adéquat** aux services sociaux de base pour 3 millions de personnes et **3) renforcer les capacités de prévention**, de préparation et de résilience des personnes vulnérables aux chocs.

En lançant le Plan de réponse humanitaire, la ministre de l'Action sociale, de la solidarité et des affaires humanitaires, Mme Zara mahamat Issa, a appelé les partenaires du Tchad à un accompagnement qui renforce l'autonomisation des personnes assistées. « *Nous avons besoin d'un accompagnement collectif, structuré et coordonné qui permette de mettre en œuvre une réponse humanitaire dont le résultat et l'impact pour nous sera de permettre à nos populations de se passer rapidement de l'aide humanitaire sans sa forme actuelle* », a-t-elle interpellé.

De son côté, le Coordonnateur humanitaire pour le Tchad, Dr. François Batingaya souligne l'espoir que suscite le HNRP pour les personnes vulnérables. « *Le présent Plan de réponse humanitaire, qui repose sur une évaluation rigoureuse des besoins de plus de 5 millions de personnes les plus vulnérables, est un motif d'espoir pour ces personnes qui nécessitent le plus d'aide. Malgré l'immensité des besoins humanitaires et la multiplicité des crises à travers le monde qui mettent plus de pression sur les donateurs, et la coupure de financements américains, notre souhait est de mobiliser autant de ressources en faveur des personnes qui ont le plus besoin d'aide* », a déclaré Dr François Batingaya.

CHIFFRES CLÉS

Population	18,9 M
Taux d'alphab.	27,28%
Espérance de vie	52 ans
Taux de mortalité des <5 ans	133/1 000
Taux de mortalité maternelle	1063/100 000 Naissances vivantes
Personnes dans le besoin	7 M
Accès à l'eau potable	64%
PDI	215,9 K
Réfugiés	1,2 M
Retournés	244 K

FINANCEMENTS

1,454 milliard
Fonds requis (en US\$)

4,2% Financés (3 mars 2025)

Le Tchad fait face à une crise humanitaire multidimensionnelle aggravée par les conflits, les déplacements de personnes, le changement climatique, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et les urgences sanitaires.

En termes de déplacement, le Tchad accueille plus de 1,3 million de réfugiés dont plus de 1,1 million viennent du Soudan, selon les données de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR). Parmi eux, plus de 700 000 sont des nouveaux réfugiés arrivés à la suite de l'éclatement du conflit en avril 2023. Tous ces réfugiés vivent dans les provinces du Ouaddaï, du Sila, du Wadi Fira, et de l'Ennedi Est à l'est du Tchad. En plus des réfugiés, plus de 200 000 Tchadiens qui ont fui le conflit au Soudan sont également rentrés.



Adré, province du Ouaddaï. Plus du tiers de la population tchadienne est affecté par des situations humanitaires. Crédit photo : OCHA/Mateo Minasi.

Toute cette population déplacée par la guerre est arrivée dans cette partie du Tchad où les personnes faisaient déjà face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, à des épidémies et à un faible accès aux services sociaux de base. Ajoutons à ce tableau environ 140 000 réfugiés centrafricains qui vivent au Sud depuis une vingtaine d'années et plus de 20 000 réfugiés nigériens accueillis à Baga Sola, province du Lac et près de 9 000 réfugiés camerounais vivant autour de N'Djamena. Plus de 220 000 personnes déplacées internes vivent également dans la province du Lac, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à cause de l'activisme des groupes armés non-étatiques et des opérations militaires visant à les éradiquer.

L'insécurité alimentaire touche plus de 4,5 millions de personnes au Tchad. Les résultats de l'analyse du Cadre harmonisé de novembre 2024 estiment qu'environ 3,7 millions de personnes pourraient être dans une phase critique de l'insécurité alimentaire (phase 3 et +) lors de la prochaine période de soudure (juin-septembre).

La situation nutritionnelle demeure alarmante, avec des taux de malnutrition aigüe globale (MAG) dépassant le seuil d'urgence de 15% dans sept provinces (Wadi Fira, Hadjer Lamis, Ouaddaï, Ennedi Est, Ennedi Ouest et Batha), d'après les résultats de l'enquête nutritionnelle de novembre 2024. La malnutrition aigüe sévère est également au-dessus du seuil critique de 2% dans 11 provinces parmi lesquelles le Ouaddaï, le Wadi Fira, le Hadjer Lamis, le Salamat et N'Djamena. Plus de 2,8 millions de personnes sont concernées dont la grande majorité est composée des enfants âgés de 6 à 59 mois.

En 2024, les effets du changement climatique ont, à travers les inondations, affecté environ 2 millions de personnes et causé la mort de plus de 570 personnes, selon les données compilées par le gouvernement avec l'appui de ses partenaires. Cette catastrophe naturelle a détruit plus de 217 000 maisons, 432 000 hectares de cultures et fait périr plus de 72 000 têtes de bétail. Ces pertes ont de lourdes conséquences sur la sécurité alimentaire des ménages à travers le pays. Les infrastructures essentielles d'eau, d'hygiène et d'assainissement ont été gravement endommagées augmentant les risques de maladies hydriques.

Enfin, les urgences sanitaires persistent au Tchad, avec le paludisme étant l'une des principales causes de mortalité, selon le Comité national technique de lutte contre les épidémies. En 2024, plus de 1,4 million de cas ont été enregistrés parmi lesquels plus de 1 800 décès. L'on ajoute à cela plus de 7 700 cas de rougeole dont 17 décès.

Le lancement du HNRP est une étape du cycle de programmation humanitaire dont le point de départ était l'analyse, par zone, des besoins des personnes affectées par les crises. Ces ateliers régionaux ont été suivis, fin octobre 2024, de l'atelier national qui a permis de déterminer le nombre de personnes dans le besoin ainsi que celui des personnes ciblées pour recevoir l'aide en 2025.

De nouvelles données nutritionnelles disponibles depuis 2022

Jusqu'à décembre 2024, les données nutritionnelles utilisées étaient issues des résultats de l'enquête nutritionnelle SMART de 2022. Depuis décembre, de nouveaux chiffres issus de l'enquête nutritionnelle de novembre 2024, réalisée par le gouvernement avec l'appui des partenaires sont disponibles. Cette enquête visait l'évaluation de la situation nutritionnelle des enfants âgés de 0 à 59 mois et des femmes âgées de 15 et 49 ans.

La situation de la malnutrition aigüe s'est détériorée



Goré, province du Logone Oriental. La malnutrition aigüe est une des principales menaces pour la survie des bébé et nourrissons au Tchad. Crédit photo : OCHA/Federica Gabellini.

D'après ces résultats, la situation nutritionnelle s'est nettement détériorée au Tchad, avec une prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) qui passe de 8,6% en 2022 à 10,8% en 2024. La malnutrition aiguë sévère (MAS) aussi est en hausse passant de 1,5% à 2,1%, au-dessus du seuil d'urgence fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le taux de malnutrition aiguë globale a atteint et excédé le seuil préoccupant (10%) au niveau national et dans 15 provinces sur un total de 23. Parmi ces provinces, sept (07) contre trois (03) en 2022 ont atteint et dépassé le seuil très élevé (Urgence) de 15% (Batha, Ennedi Est, Wadi Fira, Borkou, Ennedi Ouest, Ouaddaï et Hadjer Lamis). Onze (11) provinces contre quatre (04) en 2022, ont franchi le seuil alarmant de 2% de Malnutrition Aiguë Sévère (MAS). Ce sont le Wadi-Fira, le Ouaddaï, le Hadjer Lamis, N'Djaména, le Guéra, le Lac, le Logone Oriental, la Tandjilé, le Kanem, l'Ennedi Ouest et le Borkou. Ces provinces nécessitent une attention particulière pour éviter que la situation des personnes vulnérables, majoritairement composée de nourrissons et de jeunes enfants s'aggrave davantage pendant la prochaine période de soudure. Le nombre d'enfants de moins de 5 ans malnutris, attendus pour l'année, est passé de 523 000 en 2024 à 537 000 en 2025.

La malnutrition chronique, une menace pour le développement

La situation de malnutrition chronique ou retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois au Tchad s'est dégradée de façon inquiétante. Elle montre une tendance à la hausse par rapport à 2022, avec des prévalences dépassant les seuils d'alerte fixés par l'OMS (30%).

La prévalence nationale, de la malnutrition chronique globale de 36,7%, est largement au-dessus du seuil 'très élevé' de 30%, alors qu'elle était de 28% en 2022 et 30,4% en 2021. Concrètement, cela signifie que plus d'un enfant sur trois souffre de retard de croissance au Tchad. Cette tendance est plus marquée chez les garçons (38,6%) que chez les filles (32,6%), un écart qui mérite une analyse approfondie.

On note 16 provinces ayant enregistré un taux dépassant ce seuil, avec le Kanem (52,6%), le Lac (50%), le Ouaddaï (48,4%), le Chari-Baguirmi (44,5%), le Mayo-Kebbi Ouest (44,2%), le Hadjer-Lamis (43,5%) et le Wadi-Fira (43,1%) parmi les plus touchées. Les résultats montrent également que la bande sahélienne est plus affectée que la zone soudanaise au Sud (39,0% vs 34,4%).

Cette situation nutritionnelle préoccupante qui dure depuis des années est exacerbée par de multiples crises récurrentes notamment, les inondations, les mauvaises répartitions des pluies et les conflits armés et inter communautaires avec d'importants mouvements de population dans le Sud (crise RCA), à l'Est (crise du Darfour et de la RCA), dans le Chari Baguirmi, N'Djamena (Crise Cameroun) et dans la zone du Lac (attaque des GANE dont Boko Haram).

Plusieurs autres facteurs contributifs concourent également à la détérioration de l'état nutritionnel de la population au Tchad. Les plus immédiates sont un apport alimentaire insuffisant, des maladies et les mauvaises pratiques d'alimentation et de soins dans les ménages. En 2024, seulement 22,80% des enfants de 6 à 23 mois avaient une alimentation minimale acceptable, et 4,9% des enfants de moins de 6 mois étaient exclusivement allaités. Selon l'enquête SMART 2024, 69,4% des enfants souffriraient soit d'une infection respiratoire aiguë, soit d'une maladie diarrhéique et/ou fébrile. Cette morbidité élevée les prédispose à la malnutrition aiguë, de même que les épidémies récurrentes dont la rougeole dans un contexte de faible taux de vaccination (78,1%) et seulement 7,3% des enfants de moins de 6 mois sont exclusivement allaités.

Cette vulnérabilité accrue associée à l'absence l'insuffisance de services de santé et de prévention et de prise en charge de la malnutrition (moins de la moitié des structures sanitaires fonctionnelles font la prise en charge de la malnutrition) entraîne des conséquences irréversibles chez les enfants et compromet leur avenir (à travers une réduction du capital humain) voire entraîner le décès.

Le renforcement de la promotion de pratiques optimales d'alimentation au niveau de la fenêtre d'opportunité des 1000 jours (de la conception à l'âge de 2 ans), est primordiale pour minimiser le risque.

En bref

Améliorer la réponse aux inondations au Tchad

Du 6 au 7 février 2025, le ministère de l'Action sociale, de la Solidarité et des Affaires humanitaires, avec l'appui du Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), a organisé, avec ses partenaires un atelier de capitalisation des actions mises en œuvre dans le cadre de la réponse aux inondations de 2024. Cet atelier visait à dresser un bilan des actions entreprises par le gouvernement, les agences des Nations Unies, les ONG et les autorités locales, à identifier les interventions efficaces et reproductibles, à relever les faiblesses et à renforcer la préparation aux crises futures. L'exercice a permis aux participants d'identifier les bonnes pratiques, d'analyser les défis rencontrés et de formuler des recommandations pour améliorer la gestion des inondations au Tchad.



Bongor, province du mayo-Kebbi Est. Des sinistrés des inondations de 2024 sur le site de déplacement près de Bongor. Crédit photo : OCHA/Augustin Zusanné.

Les différentes sessions de l'atelier, s'articulant à travers les travaux de groupe suivis de plénières ont mis en lumière l'impact des inondations sur les populations, leurs moyens d'existence et la destruction des biens matériels. Elles ont aussi souligné l'importance de la mobilisation des ressources et la solidarité de la communauté humanitaire pour apporter une aide conjointe aux populations affectées tant à N'Djamena que dans les provinces.

Les représentants des communautés affectées ont exprimé leur gratitude pour l'aide reçue qui a contribué à alléger leurs souffrances, mais ont plaidé pour une assistance en moyens de subsistance, ayant tout perdu lors des inondations. Ils ont également insisté sur l'urgence d'une aide aux populations du Lac, toujours exposées aux effets des aléas climatiques.

L'expérience réussie des partenaires de mise en œuvre du cadre d'action anticipatoire a été soulignée, mettant en avant des éléments clés tels que la sensibilisation des autorités locales, la bonne communication autour du ciblage des bénéficiaires, la mobilisation des jeunes et des communautés pour renforcer leur résilience, la mise en place de comités techniques en lien avec les comités de veille du Projet Gestion Communautaire des Risques Climatiques au Tchad (PGCRCT) du PNUD, ainsi que la disponibilité préalable des documents administratifs et programmatiques et des accords de partage de données. Après avoir identifié les forces et les faiblesses de la réponse aux inondations, les participants ont formulé des recommandations. On peut en retenir le renforcement de capacités (des acteurs locaux, par exemple), l'installation, dans les zones inondables, des capteurs environnementaux, le pré-positionnement à temps des kits d'urgence et la révision des outils de planification de gestion des inondations. Il a également été recommandé d'accroître les ressources allouées au fonds de solidarité nationale et aux populations vulnérables, d'intégrer les prévisions météorologiques dans les programmations budgétaires et vulgariser les leçons apprises auprès des acteurs concernés.

En 2024, les inondations ont durement frappé le Tchad. Selon les chiffres validés par les autorités nationales, 1,9 million de personnes ont été sinistrées, soit 342 471 ménages touchés, 432 203 hectares de champs détruits, 72 170 têtes de bétail décimées et 217 779 maisons détruites. Sur les 125 départements du pays, 119 ont été affectés. Les trois provinces les plus durement impactées en termes de populations touchées sont le Lac, le Mandoul et le Moyen-Chari.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Dieudonné Bamouni, Chef de Bureau, dieudonneb@un.org, Tel. (+235) 68 85 10 05

Catherine Arseneau, Chargée de Reporting et Plaidoyer, catherine.arseneau@un.org, Tel. (+235) 68 00 08 42

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur www.unocha.org/chad | www.response.reliefweb.int/chad